

Bataille sociale chance du Front Socialiste

par PIERRE BELLEVILLE

DE la grève de la S.N.C.F. et du discours d'investiture de M. Pompidou, on ne sait trop lequel répond à l'autre. Le discours comportait — entre autres choses — le désir de rassurer les grévistes, mais la grève — à l'avance — indiquait le scepticisme des travailleurs devant des promesses qui font partie du folklore des investitures depuis de Gaulle comme auparavant.

Grèves et discours ne relèvent pourtant pas d'une simple chronique des coïncidences ni ne constituent un simple épisode.

Avec Pompidou, le régime tente de sortir de sa période transitoire, celle durant laquelle il n'existait — comme toute vie politique — que par rapport à la crise algérienne, pour s'installer dans la réalité économique et sociale actuelle. Des réformes de structure apparaissent nécessaires dans tous les domaines : agriculture, distribution, entreprises industrielles, enseignement. Ces réformes, il s'agit à la fois de les imaginer et de les réaliser, c'est-à-dire, pour prendre les virages nécessaires, de faire des efforts financiers considérables. C'est-à-dire aussi de trouver dans le pays les hommes, les groupes sociaux capables d'en être les supports.

Quand le régime est né, la crise était déjà aiguë, les institutions économiques et sociales apparaissaient plus incohérentes que jamais et les perspectives ouvertes par le rythme du progrès technique accentuaient les défauts de la vieille machine capitaliste et de son appareil administratif et politique. Le gaullisme se proposait d'être l'animateur politique des transformations nécessaires.

Ses actes n'ont certes pas répondu à cette prétention. Il voulait résoudre le problème de l'école en dispersant des crédits qui auraient dû être non seulement augmentés, mais concentrés ; il l'a aggravé. En matière agricole, il a fallu une véritable révolte agraire pour qu'il promette. Mais, là encore, entre les promesses et les

réalisations, il y a place pour les demi-mesures : l'audace technique de Pisani s'arrête aux frontières sacrées de la propriété privée.

Quant aux salariés, ils ont largement profité de l'expansion, dit Debré. Pas tous, ajoute Pompidou qui entend cueillir des lauriers de ce côté-là. Une chose est toutefois certaine : ce qu'ils ont eu a été arraché par l'action revendicative qui, de six mois en six mois, vient secouer l'indifférence de l'État pour son personnel et la tentation du patronat privé de s'abriter derrière les consignes du pouvoir.

L'échec social est donc patent, mais la fin de la guerre d'Algérie offre une seconde chance au régime. De Gaulle a chargé Pompidou de la jouer. Dans les prochaines semaines, et surtout à l'automne, rendez-vous, projets de réformes, avec à la clef les habituelles références au IV^e Plan, vont se multiplier. Les problèmes scolaires seront résolus sur le papier, voire en quelque lycée-pilote ; le désir des agriculteurs de diriger eux-mêmes leurs affaires sera flatté de diverses manières et les syndicats ouvriers se verront bombardés, outre de rendez-vous, de propositions de collaboration variées. L'intéressement aux entreprises, cette pierre angulaire de l'édifice social gaulliste, va ressortir des tiroirs en version rajeunie. Les syndicats sont contre, « l'avant-garde » du patronat et des grands techniciens estime déjà la chose dépassée, le gros des patrons s'en moque. Mais le régime y tient...

IL y a quatre ans, la classe ouvrière eût pu s'y laisser prendre. Aujourd'hui, les syndicats sont prévenus et les travailleurs sceptiques. Au-delà des revendications de salaires, une grève comme celle de la S.N.C.F. fait apparaître une protestation d'ensemble contre la condition faite aux ouvriers. Non seulement un plus grand nombre d'entre eux se méfient des propositions

du régime, mais ils prennent un peu plus conscience de la nécessité de réformes fondamentales. C'est pourquoi le terrain social sera dans les prochains mois celui des principales batailles politiques. S'il ne s'agissait, en effet, que de revendications de salaires, le pouvoir pourrait se contenter de gagner du temps. Le jeu des négociations longues, alternant avec les durcissements, des satisfactions partielles étayant les promesses échelonnées peut, nous le savons, sinon désarmer les syndicats, du moins éteindre une action.

Mais si les syndicats d'ouvriers, d'agriculteurs ou d'enseignants, demandent plus que des satisfactions immédiates, alors la situation change.

A notre congrès de Clichy, nous affirmions que l'opposition au régime, la préparation de sa succession, exigeaient la création d'un Front socialiste. Nos efforts dans ce sens se sont ordonnés autour de l'action pour la paix en Algérie. Là, s'opéraient les prises de conscience, les essais unitaires.

Aujourd'hui, l'effort pour le Front socialiste doit être transporté sur le terrain social. Il ne consistera pas à opposer d'abord nos principes au régime, mais à l'attaquer à l'occasion de chacun de ses projets, à en démonter les mécanismes, à en montrer les pièges ou le caractère mystificateur, à opposer à ces fausses réformes nos propres projets et notre propre programme. Nous en jetons aujourd'hui plus complètement les bases, mais nous le préciserons, à chaque occasion, dans un dialogue avec ceux qui, dans chaque centrale syndicale, dans chaque groupe social, constituent l'élément moteur, ceux qui mènent parallèlement l'action

revendicative et une réflexion sur les structures qui ne peut conduire qu'à l'action politique. Le gaullisme, pour s'enraciner, doit les assimiler ou les neutraliser. L'avancée du Front socialiste doit l'empêcher d'y parvenir. Critiquer impitoyablement les projets du régime, indiquer les déficiences de chacune de ses réalisations et en faire le tremplin des revendications économiques allant plus loin que les précédentes, coordonner dans une contestation d'ensemble les critiques partielles, dans un programme de transition d'ensemble nos propositions partielles, doit permettre de réaliser cette avancée.

Le sort du gouvernement Pompidou, malgré quelques apparences, ne se jouera pas au Parlement, pas plus que celui du gouvernement Debré en septembre 1961. Il importe assez peu que de nombreux députés boudent : nous savions—tout le monde savait—que de nombreux « oui » du référendum ne pouvaient être pris pour de l'argent comptant. Quelques menaces, quelques silences de l'Elysée auront raison de l'opposition parlementaire.

C'est une raison de plus pour que nous fassions le maximum pour donner un contenu socialiste à la bataille. Si elle ne dépassait pas le niveau des revendications, un échec de Pompidou pourrait donner le pouvoir à quelque équipe de replâtrage. Si, au contraire, à travers chaque revendication, apparaît la nécessaire réforme de structure, alors apparaîtra aussi la nécessité de transformations politiques profondes, et les vraies raisons qu'a notre parti de s'opposer, non seulement au gaullisme, mais à toutes les opérations de rajeunissement du capitalisme.